

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727

N°1103 du 21 janvier 2012

Hebdomadaire 1,50 €



## SOMMAIRE DU N°1103

**EDITORIAL** : L'euro faible : bonne nouvelle ! pp. 1-2

**CONJONCTURE** : Nouveau miracle Allemand ? pp. 3-4

**SE PASSER DE L'ETAT** : De l'Etat Providence à l'Etat minimum p.5

**ACTUALITÉ** : La classe politique roumaine en pleine explosion p. 5 - Traitement social du chômage p. 6 - Le FMI recherche 500 milliards de dollars p. 6

**PORTRAIT** : Auguste Comte 1798-1857 p. 7

**LU POUR VOUS** : livres, articles et sites p. 8

## L'euro faible : bonne nouvelle !

La perte du triple A pour cinq pays européens, pour le Fonds Européen de Stabilisation Financière, et pour quelques groupes bancaires, ne constitue pas en soi un évènement. Ce n'est que la confirmation, par une agence de notation, de l'opinion que les marchés financiers se font depuis plusieurs mois sur la santé financière de tous ces gens qui doivent beaucoup d'argent à beaucoup de monde.

**J**e ne voudrais pas me répéter : les marchés auraient réagi autrement s'ils avaient eu le sentiment que quelque rupture définitive avait été programmée, ou même seulement annoncée, par les gouvernements en cause. Mais on n'a pas vu venir grand-chose. Chez nous, le budget 2012 n'est pas héroïque, ni même rigoureux. Bâti sur une hypo-

thèse de croissance assez faible, mais déjà irréaliste, puisque nous sommes aux portes de la récession, ce budget ne reflète en rien un retrait de l'Etat ni une réduction de l'armée des fonctionnaires. Peu crédible. Quant aux deux grandes mesures annoncées par le Président Sarkozy, taxe sur les transactions financières et TVA sociale, l'une est mort-née et l'autre ne peut être mise en place rapidement, et ne saurait avoir le moindre effet autre que négatif.

De toutes façons, je ne crois pas que ce soit la politique de rigueur qui convienne à la France, mais une politique de libération des Français qui veulent entreprendre, travailler, épargner et réussir. Il faut donc surtout arrêter la traque aux acteurs de la croissance.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)  
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)  
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule  postale ou  électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

**SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4**

M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Courriel .....

**sefel**

**SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE**

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

## L'Euro faible : bonne nouvelle ! (suite)

Or, on a pris le parti de les frapper un peu plus chaque jour, et on ne cesse d'inventer des super-taux d'imposition, et des assiettes fiscales surprenantes comme les boissons gazeuses ou les plus values putatives.

Pourtant on assiste depuis quelques jours à un changement lui aussi prévisible (comme la Nouvelle Lettre l'a annoncé) : l'euro s'affaiblit rapidement.

Admirons d'abord les premiers effets de l'euro-faible. Voilà dix ans que l'on impute à « l'euro fort de Francfort » les difficultés de notre commerce extérieur. En finir avec l'euro fort devrait donc théoriquement nous réjouir et porter nos exportations à leur plus haut, puisque le manque de compétitivité des entreprises françaises tiendrait avant tout à la mauvaise politique de la banque Centrale Européenne, qui ne veut pas s'aligner sur la « bonne » politique du dollar ou du yuan, Américains et Chinois n'ayant pas peur de maintenir leur monnaie à leur plus faible niveau possible pour pouvoir exporter à bas prix.

**J**e ne crois pas à la théorie de la « dévaluation compétitive », car cet artifice ne produit que des effets artificiels.

### «Dévaluation compétitive : un leurre»

Si les Allemands sont compétitifs, c'est parce qu'ils ont respecté quelques fondamentaux d'une bonne gestion : des finances publiques assainies, des privatisations nombreuses, une fluidité du marché du travail, et une protection sociale peu coûteuse (mais efficace).

Donc, avec le même euro, les Allemands caracolent en tête des exportateurs mondiaux.

Les bienfaits de l'affaiblissement de l'euro sur le commerce extérieur de la France restent donc pour l'instant inconnus et improbables. On cite volontiers l'habileté des Anglais, qui ont dévalué la Livre de 30 % Mais qu'est-ce qui est le plus important : la dévaluation ou le total changement de cap des conservateurs qui remettent de l'ordre et de la liberté dans l'économie de leur pays ?

En revanche, les conséquences négatives de l'euro-faible ont été immédiates. Le prix du carburant a rejoint son niveau le plus élevé, et continuera à augmenter. La hausse des matières premières, à laquelle on imputait déjà une partie de nos tracas, va également s'accroître. Bref, on a oublié que l'euro faible renchérisse nos importations, qui vont donc grever le budget de nos consommateurs et de nos entreprises. L'euro : bonne nouvelle !

**A**cette poussée des prix par les coûts va vraisemblablement s'ajouter une poussée par l'inondation monétaire qui se profile depuis quelques mois. La masse monétaire émise par la Banque Centrale Européenne a augmenté de quelque 50 % en un an, et elle fournit aux banques européennes les liquidités dont elles manquent, ce qui causera sûrement la perte de valeur de l'euro. L'euro faible est donc déjà inscrit au bilan de la BCE.

La situation ne va cesser d'empirer quand il sera avéré que les dettes souveraines ne pourront pas être remboursées ni les déficits sérieusement réduits compte tenu de la trop faible croissance des pays concernés. Les pres-

sions pour faire de la BCE un « prêteur en dernier ressort », c'est-à-dire pour qu'elle rachète à taux « raisonnable » les crédits sur les Etats emprunteurs s'intensifient chaque jour. Mario Draghi n'est pas Jean Claude Trichet, et il n'affrontera pas les grands chefs d'Etat européens (à commencer par le sien) pour défendre la valeur de l'euro. Les Italiens sont d'habiles spéculateurs, qui n'hésitent pas à s'endetter à 6 % parce qu'ils anticipent une hausse des prix de 7 ou 8 % grâce à la politique laxiste de la BCE.

### «L'euro affaibli par la BCE»

Donc, c'est bien à une inflation généralisée à laquelle on peut s'attendre dans les prochains mois de l'année 2012.

Les élections en cours n'y changeront rien, voire aggraveront la situation, puisque aucune alternance libérale n'est en vue à l'heure actuelle, et la libération économique sera pour plus tard.

La seule incertitude concerne le comportement des Allemands, qui n'ont jamais été des fanatiques de l'euro.

Si les Allemands finissent par accepter une inflation dont ils n'ont jamais voulu à ce jour, et à juste titre, l'Euro pourra se survivre durant quelques mois. L'Euro faible deviendra l'euro évanescant. Si les Allemands tiennent à la stabilité monétaire, ils devront – avec quelques autres – se détacher de l'euro. Il ne restera plus que l'euro fantôme.

Quel soulagement que d'en avoir fini avec l'euro fort !

**Jacques Garello**

# NOUVEAU MIRACLE ALLEMAND ?

La France a perdu son triple A. L'Allemagne non. Est-ce surprenant ? Les derniers chiffres montrent que l'éco-

nomie allemande, qui, selon eux, est un terme pratique pour désigner une politique plus libérale, tient tout simplement compte de

## Encore 3% de croissance en 2011

L'Allemagne a subi, comme tout le monde, le choc de la crise des subprimes. Son PIB a reculé de 5,1% en 2009. Mais la reprise a été rapide et la croissance a été de 3,7% en 2010 et de 3,0% en 2011, en dépit d'un mauvais 4<sup>e</sup> trimestre. En 2011 le chiffre pour la moyenne de la zone euro est à 1,5%, la France se situant à 1,6%.

**C**ertes, elle n'échappera pas au ralentissement de 2012, car toutes les économies européennes sont liées, et la zone euro sera globalement en récession, mais la croissance devrait y rester légèrement positive.

Autre résultat intéressant : le taux de chômage était de 8,2% en 2009 en Allemagne ; il a diminué à 7,7% en 2010 et à 7,1% en 2011. Il ne fait qu'augmenter dans les autres pays et frôle désormais en France les 10%, tandis qu'il dépasse les 20% dans un pays comme l'Espagne. Et encore, 7,1%, c'est la moyenne de 2011, et le chiffre n'a cessé de reculer outre-Rhin, pour terminer l'année à 6,6% en décembre. Taux le plus bas depuis vingt ans !

## Un commerce extérieur florissant

La situation du commerce extérieur reste florissante, avec un excédent commercial de 146,5 milliards d'euros sur les onze premiers mois de 2011, contre un déficit de 64,9 milliards pour la France. Nous attribuons notre déficit à l'euro fort ou au pétrole

cher ; comment expliquer alors les excédents allemands, qui sont au même prix du pétrole ? On ne cesse de répéter, avec la campagne électorale en France, que la mondialisation ne nous permet

## Moins d'impôts sur les sociétés, plus d'investissements

La croissance passe par l'investissement,

## Nouveau miracle Allemand ? (suite)

### Les réformes du marché du travail

Le recul du chômage allemand a été expliqué depuis longtemps. Ici, pas de traitement statistique ou social du chômage, mais des réformes structurelles, qui remontent à la belle époque du chancelier social-démocrate Gerhard Schröder : moins d'allocations chômage pour inciter les chômeurs à retravailler dès que possible. Des salaires réels en baisse de 4%, ce qui a permis de maintenir et même d'accroître l'emploi. Un marché du travail plus fluide, avec plus de travail à temps partiel. Et aussi selon les chiffres publiés par COE-Rexecode, dont la Nouvelle lettre a parlé la semaine dernière, 1904 heures de travail par an, pour le personnel à plein temps, contre 1679 en France ! Les 35 heures ont encore frappé chez nous. En douze ans, la durée du travail a diminué de 122 heures en Allemagne et de 236 en France : presque le double. Nous sommes le seul pays à avoir

imposé par la loi une réduction généralisée du temps de travail. Le partage du travail est une bien mauvaise recette pour lutter contre le chômage. Travailler plus longtemps aide à réduire le chômage.

### Rien de mystérieux, rien de miraculeux

Tout cela, dit-on, se fait au détriment de la population. D'abord, créer plus d'emplois et diminuer le chômage peut difficilement passer pour un recul social. En France, le SMIC ne cesse de progresser, mais à ce tarif là, les moins qualifiés ne trouvent pas de travail. Est-ce « social » ? On dit aussi que les Allemands consomment moins et se serrent la ceinture pour exporter plus : ils travailleraient pour les autres. Il est vrai que l'Etat fédéral et les länder réduisent dépenses et déficits. Mais les particuliers, les ménages, et c'est évidemment eux qui comptent, pas les administrations, ont vu leurs dépenses de consommation progresser de

3,7% et leur revenu disponible de 3,3% : on ne peut donc pas dire que les Allemands ne profitent pas de la croissance.

**T**out cela n'a rien de miraculeux. Certes, dans une zone monétaire, aux frontières totalement ouvertes, la récession des pays partenaires de l'Allemagne va peser sur sa croissance. Mais les choix courageux, la rigueur budgétaire, les réformes structurelles, font que l'Allemagne résistera mieux que les autres, c'est ce qui lui vaut le maintien de son triple A. Et les résultats de 2010/2011 sont clairs et mesurent l'écart croissant entre une France qui refuse les réformes et une Allemagne qui les réalise. Cependant, le libéralisme de l'Allemagne demeure à certains égards bien tempéré et timide. Il suffit déjà à faire la différence. Mais on imagine ce que ce serait avec un choix franchement libéral !

Jean Yves NAUDET

## La classe politique roumaine en pleine explosion

*Le détonateur : un projet de privatisation de la santé. Mais la crise est ancienne*

Depuis quelques jours les manifestations très violentes se sont multipliées dans les rues de Bucarest pour marquer l'opposition des Roumains à une réforme de privatisation de l'assurance maladie.

Cette réforme avait été voulue par le Président de la République Trajan Basescu, mais le sous-secrétaire d'Etat à la Santé, le docteur Raed Arafat (syrien d'origine) en avait changé profondément les modalités. Le Président a révoqué le ministre, qui avait le soutien et des manifestants et du chef du gouvernement, Emil Boc. Le Président a

été obligé de céder, et Arafat a été rappelé aux affaires.

**C**et épisode traduit deux vices de la vie publique roumaine. Le premier, c'est qu'on ne sait pas en Roumanie qu'il y a l'Elysée et Matignon, de sorte que le pouvoir oscille sans cesse entre la présidence et le gouvernement. Le régime n'est ni parlementaire, ni présidentiel, ni rien du tout. Le deuxième vice, lié au précédent, c'est la volatilité politique : les hommes politiques passent d'un parti à l'autre, démissionnent, créent une nouvelle formation, etc. L'échiquier politique est

indéchiffrable, avec des libéraux déguisés en socialistes, des communistes déguisés en libéraux, et des socialistes déguisés en communistes, plus des minorités nombreuses, comme le parti hongrois (Transylvanie).

Ce désordre politique tranche avec le succès économique de la Roumanie, dont la croissance a été rapide depuis dix ans. La fiscalité a été allégée (flat tax), le salaire des fonctionnaires réduit d'un quart et la main d'oeuvre a une grande mobilité. A croire que le désordre politique permet aux gens de travailler en paix.

Le sommet social a fait plus de bruit que de bien. Il fallait s'y attendre et sans forcer son talent Jacques Garello l'avait annoncé dans son éditorial de la semaine dernière. Les problèmes qui fâchent, comme la TVA sociale, ont été renvoyés à une prochaine audience ou à un prochain discours. Peut-être les Parlementaires en auront-ils la primeur : nouvelles mœurs ?

Il a été facile en revanche de trouver un quasi-consensus sur la rallonge budgétaire de 430 millions que l'Etat va mettre à la disposition des chômeurs. Jean Claude Mailly lui-même a dit sa satisfaction pour l'aide apportée à Pole emploi sous forme du recrutement de 1.000 personnes en CDD, tout en regrettant que l'on ne soit pas allé plus loin. Le financement de la formation des chômeurs de longue durée a rappro-

ché les points de vue du Medef et des syndicats. De même l'exonération de charges sociales pour les Très Petites Entreprises qui emploieraient des jeunes. Enfin l'Etat va participer au financement du chômage partiel, qui jouit désormais d'une faveur importée d'Allemagne.

**C**es diverses mesures ne sont pas critiquables en soi. Mais elles participent de ce que l'on appelle le « traitement social » du chômage. Aider les chômeurs ce n'est pas lutter contre le chômage. On soigne les manifestations du mal, on n'attaque pas ses racines. Cette méthode a été initiée par le gouvernement Mauroy en 1981 ; et voici trente ans que les gouvernants successifs y sont fidèles. Ils refusent le traitement économique du chômage, qui consisterait à supprimer les germes du

chômage français : manque de fluidité du marché du travail du fait d'un droit social aberrant, obstacles de toutes sortes à la mobilité professionnelle (logement, école, santé), coût du travail artificiellement gonflé par une Sécurité Sociale ruineuse et inefficace, SMIC et indemnités de chômage trop élevés.

Il est vrai que l'on a entendu, à propos de la compétitivité, quelques allusions à la flexibilité et au financement de la protection sociale. Y aurait-il eu quelque lueur de lucidité dans l'esprit de certains des participants ? Ce serait le vrai miracle de ce sommet.

*Vous pouvez lire l'article de Jacques Garello paru dans Le Figaro d'hier (vendredi 20 janvier 2012) «La face cachée de la TVA sociale».*

## **Le FMI recherche 500 milliards de dollars**



# De l'Etat providence à l'Etat minimum

Jacques Garelo

**SE PASSER DE L'ETAT :**  
Conclusion des vingt articles  
consacrés à ce sujet depuis la  
32ème Université d'Eté

## Rassurer les Français

**E**n présentant cette série d'articles, j'indiquais la position de principe des libéraux en ce qui concerne la sphère de l'Etat dans une société de libertés. Je citais Bastiat : « N'attendre de l'Etat que deux choses : liberté, sécurité. Et bien voir que l'on ne saurait, au risque de les perdre toutes deux, en demander une troisième ». C'est ce que l'on appelle l'Etat minimum.

Or, nous vivons aujourd'hui dans un Etat maximum, et la plupart de nos compatriotes ont du mal à croire que l'on pourrait tourner la page de l'Etat. Tout notre effort a consisté à les rassurer, à montrer ce qui s'est passé (leçons de l'histoire), ce qui se passe (expériences étrangères) et ce qui se passera (quand la France sera à l'heure des vraies réformes) lorsque l'Etat est à son minimum.

## Les leçons de l'histoire

L'école a été rendue publique seulement à la fin du 19ème siècle. Les enfants de pauvres ont été scolarisés au 19ème par les œuvres de Frédéric Ozanam, de Lacordaire ou de Timon David. Quand la IIIème République impose l'école laïque, elle vise l'« instruction publique », et non pas « l'éducation nationale » : aujourd'hui la famille a été dépossédée de sa mission éducatrice.

La monnaie a été gérée pendant des siècles par des marchands et des banquiers privés. Ce sont eux

qui ont valu à l'Europe son extraordinaire essor à partir du 12ème siècle. Pourquoi les souverains ont-ils voulu exercer « le droit de battre monnaie » ? Pour financer leurs dépenses. Ils ont créé les banques centrales non pas pour régler le jeu monétaire mais pour le fausser, et nous valoir un siècle et demi d'inflations.

Les assurances dites « sociales » ont protégé des générations entières et accompagné la solidarité familiale grâce à des compagnies d'assurances privées, et elles n'ont jamais fait faillite. Ce n'est pas pour compenser leurs défaillances que l'Etat est intervenu, mais pour assurer son pouvoir social ; Bismark en Allemagne, Pétain en 1941, Beveridge et les communistes en 1945 ont fait de la Sécurité Sociale un instrument de soumission des travailleurs à une administration centrale.

**C**e n'est pas l'Etat qui a inventé la médecine, ni l'hôpital, et ce sont des cliniques privées qui ont introduit en France scanners et équipements de pointe. Mais aujourd'hui l'Etat fait payer aux malades et aux assurés les surcoûts de l'hospitalisation publique.

On a donc falsifié l'histoire en présentant l'Etat comme le promoteur du progrès et le sauveur de situations dégradées par le marché ou les intérêts privées.

## Expériences de privatisations

C'est également sans ménagement que l'on présente les privatisations pratiquées à l'heure actuelle : les trains anglais dérailent, la poste allemande ou suédoise ferme des guichets, l'électricité manque en Californie, etc. En fait, à l'heure actuelle, plus de

cinquante pays sont en train de revenir aux assurances privées, tant pour la médecine que pour les retraites. Un Anglais sur deux est couvert par des fonds de capitalisation, et les retraites publiques sont réduites au minimum. On revient aussi au libre marché du logement, en vendant les HLM, en mettant fin aux abus des logements dits sociaux. En Allemagne, les théâtres, les musées, tout comme les trains ou les postes, ont été privatisés. La Pologne, le Canada, la Nouvelle Zélande ou l'Australie doivent leur croissance soutenue à la réduction de la taille de l'Etat et à la diminution ou à l'adaptation des effectifs de la fonction publique.

## Prédiction : l'évolution ira plus loin

Même dans des domaines considérés naguère comme « régaliens », l'appel au secteur privé, marchand ou communautaire, est de plus en plus fréquent. Justice privée, prisons privées, polices privées, et maintenant armées privées se révèlent tantôt des substituts efficaces aux administrations défaillantes, tantôt des partenaires et sous-traitants économiques des deniers publics. Cela ne se passe pas dans une autre galaxie, mais dans des pays voisins qui ont remis l'Etat à sa place, et s'en portent bien.

**D**éni de l'ordre social ? Anarcho-capitalisme ? Point du tout : simplement ordres spontanés, émergeant de l'expérience sociale, découverts par la recherche du bon et du juste par des hommes de bonne volonté ; ils sont plus efficaces et plus humains que l'ordre créé par un pouvoir politique qui se veut providentiel, et qui se révèle corrompu dès lors qu'il ne joue plus un rôle subsidiaire.

## Auguste Comte (1798-1857)

**Inventeur de la sociologie**

Pour Auguste Comte, la philosophie se fixe pour objet essentiel l'étude scientifique du fonctionnement des sociétés, appelée encore « physique sociale ». A la différence des philosophes des Lumières ou des économistes libéraux, Comte ne s'intéresse pas à la nature de l'être humain, à sa raison, à ses passions, ou à ses droits et ses décisions. Seule la société, seuls les faits sociaux, doivent retenir l'attention du philosophe. Car les comportements humains évoluent nécessairement en parallèle avec les progrès des sciences, qui ouvrent et transforment l'esprit. Ce sont les étapes successives de la science qui guident la société et l'humanité.

**Les trois états de l'histoire des sociétés**

Or, à n'en pas douter pour Comte (qui ne doute jamais de rien), l'état des connaissances scientifiques explique ce qui se passe dans l'histoire. Le premier état est théologique : les hommes expliquent tout par référence à Dieu. Le deuxième état est métaphysique : les hommes découvrent les abstractions, comme la Vie, la Nature, ils croient pouvoir en déduire des lois intemporelles et universelles ; ce n'est pas une démarche scientifique. Le troisième état est positif : la science arrivée à sa complétude permet de connaître ce qui est.

Nul doute que l'humanité soit enfin parvenue à cet état au moment où Comte en prend conscience et se propose de l'expliquer à ses contemporains. A ses yeux, l'histoire est révolue.

Comment est-on passé d'un état à l'autre ? Sans doute par la tension qui pousse l'esprit humain à évoluer jusqu'à ce qu'il accède à une connaissance achevée. Cette tension est



rupture, elle marque la liberté de l'esprit (c'est la liberté qui permet le progrès – seule référence de Comte à la liberté d'ailleurs). Mais cette liberté est-elle délibérée ? Comme Hegel, Comte estime que les forces de l'histoire échappent à la volonté humaine. Comte croit au sens de l'histoire, et il inspire Marx en affirmant que l'humanité est enfin parvenue à l'âge positif, celui où seule la science gouverne l'esprit, parce que les sciences elles-mêmes ont progressé, et que la plus importante des sciences, la sociologie ou « physique sociale » a été parfaitement synthétisée dans la pensée sublime d'Auguste Comte.

**Organisation politique de la société**

Comme son maître et complice Saint Simon, Comte est persuadé que l'organisation politique de la société n'est pas encore « scientifique ». Le pouvoir y est détenu par des juristes et des militaires, alors qu'il devrait être aux mains des savants. Voilà sans doute pourquoi Comte a toujours fasciné les Polytechniciens et les ingénieurs, souvent persuadés que l'on peut

concevoir les plans d'une société parfaite. Mais à l'âge positif, les savants doivent aussi connaître la physique sociale, et les mœurs qui l'accompagnent. Ici Comte se fait le défenseur de la famille et de la morale – ce qui ne sera pas le cas de tous ses disciples, notamment Saint-Simoniens.

L'idée de l'organisation scientifique de la société, et du « meilleur des mondes », va désormais hanter beaucoup d'esprits, de Marx à Burnham (l'ère des organisateurs) en passant par Lénine et les planistes soviétiques ou français.

**La religion positiviste**

La religion n'échappe pas aux appétits de la science, et comme dit le Traité de Sociologie, la sociologie, doit « instituer la religion de l'humanité ». Et Comte de se mettre en peine d'imaginer et de réglementer cette nouvelle religion, avec ses rites, ses textes, ses cérémonies, sa mère protectrice, et ses temples. Le rayonnement de l'Eglise positiviste sera considérable et durable, puisque l'on trouve aujourd'hui encore beaucoup de ses temples tant aux Etats Unis qu'en Inde.

Il y a sans doute ici quelque chose de démesuré (comme dans la vie même de Comte), mais sans la dimension mystique et morale que lui donne Comte, la religion de la science pénètre aujourd'hui bien des esprits. Des philosophes comme Popper ou Hayek seront très sévères à l'égard du scientisme, qui n'est que démesure de l'esprit humain. Naturellement, les théologiens (comme dans l'Encyclopédie Fides et Ratio) réagiront aussi au mythe prométhéen. « Science sans conscience... » Mais, comme tous les inconscients, Auguste Comte ne connaît que la science.



## Yvan Blot

### L'oligarchie au pouvoir

Pensez-vous que les Français vivent dans une démocratie ? Que nos élus sont libres d'agir et de voter les lois en toute indépendance ? Pour connaître la réponse, lisez l'ouvrage d'Yvan Blot. L'auteur sait de quoi il parle : énarque, ancien député européen et membre des grands corps d'inspection de l'Etat. Son constat est sans équivoque : le Parlement est soumis au gouvernement qui, lui-même, s'incline devant les

syndicats. Et ce sont les hauts fonctionnaires qui font le plus de lois en France alors qu'ils ne sont même pas élus. Pour compléter le tableau, on peut ajouter une grande partie des médias qui peuvent biaiser l'information.

Toutes ces oligarchies finissent par réduire les citoyens au rôle de spectateurs. Yvan Blot montre très bien comment nous sommes soumis à une démocratie fictive. Grâce à des références historiques, il rappelle les origines de ces oligarchies et les dévoiements de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. L'oligarchie – militaire, marchande, politique, religieuse, ethnique – considère l'homme comme une matière première au service de sa puissance.

Yvan Blot pense qu'il existe des raisons d'inquiétude pour l'Occident.

Il y a d'abord la préférence pour le court terme. Nous ne pensons plus à l'avenir de notre civilisation. Nous sommes soumis à l'impératif du moment. « Il faut réduire la préférence pour l'immédiat et réformer les institutions politiques et économiques en conséquence. Ce qui est dangereux est le règne du gérant irresponsable, tant en politique qu'à la tête des grandes entreprises, ou des médias », écrit Blot.

Il y a encore l'égalitarisme : l'oligarchie est en faveur de la redistribution car elle évite aux gens qui ont connu la réussite professionnelle ou intellectuelle de s'approcher du pouvoir de trop près. Le nivellement favorise l'avancée de la bureaucratie.

Il y a enfin la tendance à l'hégémonie, à la centralisation. L'une des premières mesures que prend l'oligarchie au pouvoir est le bannissement de la démocratie directe sauf en Suisse, et à un moindre titre aux USA, en Allemagne et en Italie

On ne sera pas étonné de voir Yvan Blot, chantre de la démocratie directe, conclure à la nécessité du référendum d'initiative populaire. Les Etats-Unis ont imité la Suisse en instaurant la démocratie directe dans beaucoup de villes (sauf Chicago) et dans les Etats fédérés (27 Etats sur 50, surtout ceux de l'Ouest). L'Allemagne l'applique dans tous ses Etats fédérés. Rappelons que les associations Contribuables Associés et Agir pour la démocratie directe ont déposé une proposition de loi constitutionnelle afin de modifier les articles 11 et 72 de la Constitution et d'instituer le référendum d'initiative populaire. Un pas vers un vrai changement en France.

« *L'oligarchie au pouvoir* », Editions Economica, septembre 2011



Les Associations Contribuables associés et IREF ont le grand plaisir de vous inviter à une conférence organisée à Lyon le

**Lundi 6 février 2012 à 18h**

à l'espace Tête d'Or - Centre de Congrès

103 bd Stalingrad

69100 Lyon / Villeurbanne

**Pour sortir de la crise : plus ou moins d'impôts ?**

**Les cas Français, Italiens et Suisse**

Avec la participation de **Victoria Curzon-Price**, Prof. d'Economie à l'Université de Genève, administrateur de l'IREF, d'**Enrico Colombatto**, Professeur d'Economie à l'Université de Turin et directeur de la recherche à l'IREF, de Maître **Jean-Philippe Delsol**, avocat fiscaliste et administrateur de l'IREF, conclusion par **Jacques Garelo**, Professeur émérite à l'Université Aix-Marseille III et membre du Conseil d'Administration de l'IREF et **Alain Mathieu**, Président de Contribuables Associés.

**Nicolas Sarkozy tacle Alain Madelin**

Cela s'est pass